



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**SERVICE DE LA COORDINATION  
DES POLITIQUES PUBLIQUES**  
Bureau des procédures environnementales

N° 20160131

**Arrêté préfectoral complémentaire actualisant les conditions d'autorisation d'exploiter les installations de la SA BACCARAT à BACCARAT à la suite de l'instruction du dossier de réexamen et de la reconstruction du four de fusion de cristal A**

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Chevalier de la légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite*

VU la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), dite directive IED ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.181-14, R.181-45 et le titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n°2013-374 du 2 mai 2013 portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la directive européenne 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

VU le décret n°2014-285 du 3 mars 2014 revoyant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) à la suite de l'entrée en vigueur de la directive Seveso 3 du 4 juillet 2012 ;

VU les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles dans la fabrication du verre (GLS) publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 8 mars 2012 ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 modifié relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;

VU l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2013 relatif aux définitions, liste et critères de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 20 août 2014 relatif aux recommandations sanitaires en vue de prévenir les effets de la pollution de l'air sur la santé ;

VU l'arrêté interministériel du 7 avril 2016 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant ;

VU le document cadre zonal de protection de l'atmosphère (DZPA) adopté par le Préfet de Zone de défense, Préfet de la Région Lorraine le 27 mars 2015 ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 24 mai 2017 relatif à la gestion des épisodes de pollution atmosphérique et au déclenchement des procédures d'information-recommandation et d'alerte ;

VU l'arrêté préfectoral 2010/111 du 25 juin 2010 modifié actualisant les conditions de l'autorisation applicables aux installations exploitées par la SA BACCARAT à BACCARAT ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire 2014-0162 du 31 juillet 2014 actant la rubrique 3330 relative à la fabrication du verre comme rubrique principale « IED » dont relève l'établissement précité et que les conclusions sur les MTD (Meilleures Techniques Disponibles) pour la fabrication du verre (GLS), associées à cette rubrique principale, lui sont applicables ;

VU le dossier transmis par la société BACCARAT le 28 mars 2013 relatif à la reconstruction du four de fusion de cristal A au sein de son établissement de BACCARAT ;

VU le dossier de réexamen des conditions de fonctionnement de la fabrique d'articles en cristal exploitée par la société BACCARAT à BACCARAT en comparaison aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) transmis par cet exploitant au préfet de Meurthe-et-Moselle par courrier du 4 juin 2014 ;

VU les compléments apportés par la société BACCARAT le 17 juin 2014 au dossier de réexamen précité ;

VU la demande de dérogation relative à la valeur limite issue de l'application des meilleures techniques disponibles, adressée par la société BACCARAT au préfet de Meurthe-et-Moselle le 6 août 2015 et complétée le 3 février 2016 ;

VU la consultation publique qui s'est déroulée sur la demande de dérogation précitée du 18 avril 2016 au 21 mai 2016 à BACCARAT, commune d'implantation de l'installation, et qui a été également annoncée à AZERAILLES, BERTRICHAMPS, BROUVILLE, DENEUVRE, GELACOURT, GLONVILLE, LACHAPELLE et MERVILLER, communes situées dans un rayon de 3 km autour de l'installation ;

VU l'absence d'observations formulées par le public sur le registre de consultation tenu à sa disposition du 18 avril 2016 au 21 mai 2016 à la mairie de BACCARAT ;

VU les avis des conseils municipaux consultés ;

VU le rapport référencé PP/NA/LL/065-2018 et les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est en date du 12 avril 2018 ;

VU les observations présentées par la société BACCARAT au préfet de Meurthe-et-Moselle par lettre du 17 mai 2018 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) lors de sa séance du 25 mai 2018 ;

VU les observations présentées par la société BACCARAT au préfet de Meurthe-et-Moselle par lettre du 3 juillet 2018 sur le projet du présent arrêté ;

VU le rapport référencé PP/NA/NW/362-2018 et les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est en date du 28 août 2018 ;

CONSIDÉRANT que la rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement associée à l'activité principale exercée au sein de la cristallerie exploitée par la société BACCARAT sur le territoire de la commune de BACCARAT est la rubrique 3330 relative à la fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour et que les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles associées à cette rubrique sont celles relatives à la fabrication du verre (BREF GLS) ;

CONSIDÉRANT que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) dans la fabrication du verre (GLS) ayant été publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 8 mars 2012, conformément aux dispositions du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de cette publication :

- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations concernées sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R.515-67 et R.515-68 du code de l'environnement ;
- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des meilleures techniques disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables aux installations et être conformes aux niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les MTD dans la fabrication du verre (GLS) ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations de fabrication de verre, il est nécessaire d'actualiser les conditions d'autorisation de la fabrique d'articles en cristal exploitée par la société BACCARAT à BACCARAT ;

CONSIDÉRANT qu'il n'a pas été mis en évidence une dégradation de l'état chimique de la masse d'eau MEURTHE 3 à cause du plomb ;

CONSIDÉRANT qu'au vu des éléments d'appréciation accompagnant la demande de dérogation formulée par la société BACCARAT aux performances issues de l'application des MTD pour les rejets de plomb de sa cristallerie dans l'eau, le coût unitaire d'abattement des émissions de plomb pour respecter les performances issues de l'application des MTD est estimé à 3 555 euros par kg de plomb, ce qui entraînerait une hausse des dépenses de fonctionnement injustifiée au regard des bénéfices pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT la nécessité de maîtriser les émissions diffuses des fours de fusion de la cristallerie dans l'air ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter la cristallerie ne peut être accordée que si ses dangers et ses inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures prescrites par le présent arrêté sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations de la cristallerie ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup> : Champ et portée du présent arrêté

La SA BACCARAT, ci-après dénommée "l'exploitant", dont le siège social est situé 20 rue des Cristalleries - 54120 BACCARAT, est autorisée à poursuivre l'exploitation de sa fabrique d'articles en cristal sur le territoire de la commune de BACCARAT, sous réserve du strict respect des dispositions de l'arrêté préfectoral 2010/111 du 25 juin 2010 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire 2014-0162 du 31 juillet 2014, actualisées et complétées par les prescriptions fixées par le présent arrêté.

L'arrêté préfectoral 2010/111 du 25 juin 2010 modifié est par la suite dénommé « arrêté d'autorisation ».

### Article 2 : Rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Dans le tableau figurant à l'article 1.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010/111 du 25 juin 2010 modifié, les lignes suivantes :

Numéro de rubrique	Libellé de la rubrique	Nature et capacité de l'installation exploitée	Régime
2530-2	Fabrication et travail du verre, la capacité de production des fours de fusion pour les verres autres que sodocalciques est supérieure à 500 kg/j.	<b>Fabrication du cristal au plomb</b> pour une capacité totale maximale de <b>13 500 tonnes par an</b> , soit 37 t/j, réparties comme suit : <ul style="list-style-type: none"><li>- four à bassin A : 12,7 t/j ;</li><li>- four à bassin B : 11,3 t/j ;</li><li>- four à bassin C : 9,6 t/j ;</li><li>- four à pot : 2,5 t/j.</li></ul> 7 arches de réchauffage de 600 kW. 16 moufles de 240 kW.	A
3330	Fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour.	<b>Fabrication de cristal pour une capacité maximale de 13 500 t/an, soit 37 t/j.</b>	A

sont supprimées et remplacées comme ci-après :

Numéro de rubrique	Libellé de la rubrique	Nature et capacité de l'installation exploitée	Régime
2530-2	Fabrication et travail du verre, la capacité de production des fours de fusion pour les verres autres que sodocalciques est supérieure à 500 kg/j.	<b>Fabrication du cristal au plomb</b> pour une capacité totale maximale de <b>13 650 tonnes par an</b> , soit 37,4 t/j, réparties comme suit : <ul style="list-style-type: none"><li>- four à bassin A : 14 t/j ;</li><li>- four à bassin B : 11,3 t/j ;</li><li>- four à bassin C : 9,6 t/j ;</li><li>- four à pot : 2,5 t/j.</li></ul> 7 arches de réchauffage de 600 kW. 16 moufles de 240 kW.	A
3330	Fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour.	<b>Fabrication de cristal pour une capacité maximale de 13 650 t/an, soit 37,4 t/j.</b>	A

### **Article 3 : Cessation d'activité**

Le dernier alinéa de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010/111 du 25 juin 2010 modifié est remplacé par les dispositions suivantes :

*« En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur déterminé conformément aux dispositions du même code applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du livre V du titre I du chapitre II du code de l'environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre. »*

### **Article 4 : Moyens nécessaires à l'entretien et la surveillance des mesures de protection des sols et des eaux souterraines**

Au chapitre 7.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010/111 du 25 juin 2010 modifié, est inséré l'article 7.4.9 suivant :

*« Article 7.4.9 :*

*L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...).* »

### **Article 5 : Surveillance des sols**

L'exploitant propose au Préfet, **dans le délai maximal de huit mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, un programme de surveillance des sols précisant la périodicité, les paramètres à analyser ainsi que les points de prélèvements retenus.

La périodicité de surveillance ne pourra être supérieure à dix ans, à moins que cette surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution, qu'il conviendra de décrire.

Dans tous les cas, le programme de surveillance prend en compte a minima les paramètres retenus pour l'élaboration du rapport de base, à remettre avec le dossier de réexamen. Il est établi conformément à la prestation « *Conception de programmes d'investigation ou de surveillance* » (CPIS) de la norme NF X 31-620 partie 2 ou toute norme équivalente.

Il est mis en place **dans le délai maximal de trois mois à compter de la réception de l'avis favorable du Préfet**.

### **Article 6 : Conditions de rejets à l'atmosphère**

**A compter de la date de notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010/111 du 25 juin 2010 modifié sont remplacées par les prescriptions suivantes :

*« Article 3.2.2 Principaux conduits et installations raccordées*

	<b>Identification des conduits</b>	<b>Installations raccordées</b>	<b>Hauteur en m</b>	<b>Débit nominal en Nm³/h (gaz secs)</b>	<b>Vitesse minimale d'éjection des effluents gazeux en m/s</b>
<b>Bâtiment Fusion</b>	Conduit 1	Four A	24	32 000	17
	Conduit n°2	Four B	16,3	14 240	30

	<b>Identification des conduits</b>	<b>Installations raccordées</b>	<b>Hauteur en m</b>	<b>Débit nominal en Nm³/h (gaz secs)</b>	<b>Vitesse minimale d'éjection des effluents gazeux en m/s</b>
	Conduit 2 bis	Four B Hélix	16,5	2 810	15
	Conduit 3	Four C	18	7 142	10
	Conduit 3 bis	Hotte four C	ND*	20000	15
	Conduit 4	Four à pot et fours falorni	20	16 310	10
<b>Ateliers de composition</b>	Conduits 5 et 6	Unité de composition pour les fours à bassin	25	840	-
	Conduits 7 et 8	Unité de composition pour le four à pot de préparation	10	6 500	-
<b>Atelier de polissage acide</b>	Conduit 9	Tour de Lavage PA 1 N°1	10,5	8 100	-
	Conduit 10	Tour de Lavage PA 2 N°2	10,5	15 400	-
<b>Atelier de traitement des métaux</b>	Conduit 11	Tour de Lavage Dorure	7,4	3 660	-
	Conduit 12	Tour de Lavage Nickelage	7,4	5 300	-

\*ND : non défini

L'exploitant justifiera du respect de la hauteur de la cheminée associée à l'installation de dépoussiérage des émissions atmosphériques de la hotte du four C conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Cette justification sera transmise à l'inspection des installations classées **dans le délai maximal de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté.** »

## **Article 7 : Modification des valeurs limites d'émissions dans l'air**

### **Sous-article 7.1 : Rejets atmosphériques liés à la fusion**

**A compter de la date de notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 3.3.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010/111 du 25 juin 2010 modifié sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Article 3.3.1.1 Rejets atmosphériques liés à la fusion

Les émissions atmosphériques issues des installations de fusion doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentrations (mg/Nm³), les volumes des gaz rejetés à l'atmosphère étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en oxygène (O<sub>2</sub>) précisée dans le tableau ci-dessous.

<b>Polluants</b>	<b>Four à pots</b>	<b>Hotte du four C</b>	<b>Hotte du four B</b>
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	13 %	-	-
Poussières totales	10	10	30
SO <sub>2</sub>	200	-	-
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	1 500	-	-

HCl	20	-	-
Fluor et composés inorganiques du fluor en HF	5	-	-
Cd	0,05	0,05	0,05
Hg	0,05	0,05	0,05
Pb	0,05	0,05	0,05
Cd + Hg + Pb	0,5	0,1	0,1
As + Co + Ni + Cd + Se + CrVI	1	1	1
Pb	1	1	1
As + Co + Ni + Cd + Se + CrVI + Sb + Pb + CrIII + Cu + Mn + V + Sn	5	5	5
COV totaux	20		-
COV de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrase de risque R45, R46, R49, R50, R61 (*)	2		-
COV de mention de danger H341 ou à phrase de risque R40 (*)	20		-
Formaldéhyde + phénols	20		-
CO	100		-
H <sub>2</sub> S	5		-
Amines	5		-
HAP	0,1		-
Bore	Substance faisant uniquement l'objet d'une surveillance à l'émission		

»

#### **Sous-article 7.2 : Rejets atmosphériques liés aux activités hors fusion**

**A compter de la date de notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 3.3.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010/111 du 25 juin 2010 modifié sont remplacées par les prescriptions suivantes :

#### **« Article 3.3.1.2 Rejets atmosphériques liés aux activités hors fusion**

Les émissions atmosphériques issues des installations autres que celles de fusion doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentrations (mg/Nm<sup>3</sup>), les volumes des effluents gazeux rejetés à l'atmosphère étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) :

<b>Polluants</b>	<b>Conduits raccordés aux installations de travail chimique du verre (polissage acide et gravure chimique)</b>	<b>Conduits raccordés aux installations de flettage (travail mécanique du verre et ateliers de composition)</b>	<b>Conduits raccordés aux installations de traitement de surface des métaux (atelier dorure/nickelage)</b>
Poussières totales	10	10	50
HCl	30	-	30
Fluor et composés inorganiques du fluor en HF	5	-	2

Cd	0,05	0,05	-
Hg	0,05	0,05	-
Cd + Hg	0,5	0,5	-
As + Co + Cd + Ni + Se + CrVI	1	1	-
Pb	1	1	-
As + Co + Ni + Cd + Se + CrVI + Sb + Pb + CrIII + Cu + Mn + V + Sn	5	5	
SO2	-	-	100
Alcalins (exprimés en OH)	-	-	10
Acidité totale (exprimée en H+)	-	-	0,5
Cr total	-	-	1
Ni	-	-	5
CN	-	-	1
NH <sub>3</sub>	-	-	30

»

#### **Article 8 : Modification des valeurs limites d'émissions dans l'eau**

##### **Sous-article 8.1 :**

**A compter de la date de notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010/111 du 25 juin 2010 modifié sont remplacées par les prescriptions suivantes :

«

<b>Polluants</b>	<b>Débit moyen journalier: 900 m³/j</b>	
	<b>Concentration moyenne journalière (mg/l) sauf *</b>	<b>Flux maximal journalier (kg/j)</b>
MEST	30	31,5
DBO5	30	27
DCO	125	112,5
Sulfates	1 000	-
Azote global	30*	37
Ammoniac, exprimé en NH <sub>4</sub>	10	20
Azote Kjeldahl	10	9
Phosphore total	0,3	0,27
Indice phénol	0,3	0,27
Chrome VI et ses composés	0,1	0,09
Plomb et ses composés	0,6	0,54
Cadmium et ses composés	0,05	0,045
Cuivre et ses composés	0,3	0,02
Chrome et ses composés	0,3	0,45
Mercure et ses composés	0,05	0,0045
Nickel et ses composés	0,5	0,45
Zinc et ses composés	0,5	0,45
Etain et ses composés	0,5	0,09



<b>Polluants</b>	<b>Débit moyen journalier: 900 m<sup>3</sup>/j</b>	
	<b>Concentration moyenne journalière (mg/l) sauf *</b>	<b>Flux maximal journalier (kg/j)</b>
<i>Fer, aluminium et leurs composés</i>	5	4,5
<i>Composés organiques halogénés</i>	1	0,9
<i>Hydrocarbures totaux</i>	10	5
<i>Fluor et ses composés</i>	2	1,8
<i>Antimoine et ses composés</i>	0,3	0,27
<i>Baryum, exprimé en Ba</i>	3	2,7
<i>Bore, exprimé en B</i>	3	
<i>Acide borique</i>	3	2,7

»

### **Sous-article 8.2 : Dérogation aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles**

La valeur limite d'émission de plomb dans l'eau, fixée au sous-article 8.1 ci-dessus, excède le niveau d'émission associé aux meilleures techniques disponibles, par dérogation aux dispositions de l'article R.515-67 du code de l'environnement.

Cette dérogation sera réévaluée lors du prochain réexamen des conditions de fonctionnement de l'établissement, et **au plus tard dans le délai de quatre ans à compter de la date de notification du présent arrêté**. Pour ce faire, l'exploitant transmettra au Préfet, avant cette échéance, l'évaluation prévue à l'article R.515-68 du code de l'environnement.

### **Article 9 : Modification de la surveillance des émissions dans l'air**

#### **Sous-article 9.1 : Surveillance des émissions canalisées**

**A compter de la date de notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 9.1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010/111 du 25 juin 2010 modifié sont complétées par les trois alinéas suivants :

*« Une surveillance en continu des émissions de NOx et SOx est réalisée sur chacun des fours à bassin et le four à pot. Cette surveillance en continu peut être remplacée par une surveillance semestrielle associée au contrôle d'autres paramètres représentatifs afin de s'assurer que le système de traitement fonctionne correctement entre les mesures.*

*Par exception aux dispositions relatives à la surveillance des émissions du four à bassin A, le point de mesure des NOx et des COV pourra se situer en amont de toute dilution si les conditions normatives de prélèvements sont respectées.*

*De plus, afin de s'assurer du bon fonctionnement du procédé de fusion et que les émissions restent stables entre deux mesures discontinues, l'exploitant réalise une surveillance en continu de paramètres représentatifs comprenant la température, l'alimentation en combustible, le débit d'air, l'alimentation en réactifs, la température, la tension, la vitesse des ventilateurs. »*

#### **Sous-article 9.2 : Réduction et surveillance des émissions diffuses**

L'exploitant met en œuvre des actions visant à limiter les fuites aérauliques des fours à bassin afin de limiter les émissions diffuses.

Il établit une procédure de surveillance décrivant ces actions et les modalités de contrôle des dispositifs en place. La procédure et les résultats des contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées, **au plus tard dans le mois qui suit leur établissement ou obtention**.

## **Article 10 : Alimentation en combustible du four à bassin A**

L'alimentation en gaz du four à bassin A se fait à partir de deux SELAS (enceintes à l'intérieur desquelles est confectionné le mélange gaz/air). Ces enceintes sont équipées d'une détection gaz naturel redondante.

L'exploitant fournit au Préfet, **au plus tard dans le délai de huit mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, une étude de faisabilité de mise en place d'une coupure automatique de l'alimentation en gaz en cas de détection par les capteurs.

## **Article 11 : Intervention des secours extérieurs**

L'exploitant met à disposition des services d'incendie et de secours extérieurs un dossier d'accueil des secours regroupant :

- un dossier contenant sous forme « papier » les fiches de données et de sécurité simplifiées des produits utilisés en grandes quantités dans l'établissement et/ou présentant des risques importants (notamment utilisés dans les ateliers de composition, de dorure nickelage et polissage acide) et sous forme numérique visualisable (tablette ou équivalent), l'ensemble des fiches de données de sécurité des produits utilisés dans l'établissement ;
- un plan d'accès à l'établissement et ses bâtiments (masse et situation) ;
- un plan de principe de désenfumage et des dispositifs de coupure des énergies ;
- un plan de situation des zones à risques ;
- une procédure d'accueil et de guidage des secours extérieurs ;
- un plan du système d'isolement des réseaux de collecte des eaux résiduelles de l'établissement.

## **Article 12 : Evaluation du respect des valeurs limites applicables**

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites de rejets s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Pour les effluents gazeux, les valeurs limites d'émissions s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière. Lorsque la tirée du four est, pour des raisons techniques ou commerciales, inférieure à 80 % de la capacité nominale ou nulle, la valeur limite en flux spécifique peut ne pas être respectée durant ces périodes de temps.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par heure pour les effluents gazeux et pour les effluents aqueux au moins une mesure représentative par jour), les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :

- aucune concentration moyenne journalière après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance (\*) indiqué en note (1) ci-dessous ne dépasse la valeur limite fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- 90 % de la série des résultats de mesure après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance (\*) indiqué en note (1) ci-dessous ne dépassent pas la valeur limite d'émission et aucun résultat pris individuellement ne dépasse le double de la valeur limite. Ces 90 % sont comptés sur une base hebdomadaire pour les effluents aqueux et sur une base de vingt-quatre heures pour les effluents gazeux.

(1) Concernant les émissions atmosphériques, les intervalles de confiance à 95 % ne dépassent pas les pourcentages des valeurs limites d'émission : pour le SO<sub>2</sub> : 20 % ; pour les NO<sub>x</sub> : 20 % ; pour les poussières : 30 % ; pour le carbone organique total (COT) : 30 % ; pour le chlorure d'hydrogène (HCl) : 40 % ; pour le fluorure d'hydrogène (HF) : 40 %.

(\*) Cette soustraction ne s'applique qu'aux polluants atmosphériques suivants : SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, poussières, COT, HCl et HF.

Dans le cas d'une autosurveillance réalisée à l'aide de mesures ou prélèvements discontinus ou d'autres procédures d'évaluation ponctuelle des émissions ou de prélèvements instantanés, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si aucun des résultats, déterminés conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, ne dépasse le double de la valeur limite.

### **Article 13 : Surveillance de la qualité des eaux superficielles**

L'exploitant propose au Préfet, **au plus tard dans le délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, après avoir recueilli l'avis de l'agence de l'eau Rhin-Meuse et du service chargé de la police de l'eau, une proposition de modification des conditions de surveillance de l'impact des rejets aqueux de son établissement sur la qualité des eaux superficielles.

### **Article 14 : Mise à jour de l'étude des risques sanitaires liés au fonctionnement de l'établissement**

**Préalablement au redémarrage du four à bassin B**, l'exploitant transmet au Préfet une mise à jour de l'étude des risques sanitaires liés au fonctionnement de l'établissement, tenant compte en particulier de l'évolution des valeurs toxicologiques de référence existantes pour le plomb.

### **Article 15 : Sanctions**

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 16 : Information des tiers**

En vue de l'information des tiers :

1. une copie du présent arrêté sera adressée à chaque conseil municipal consulté et pourra y être consultée par toute personne intéressée.
2. un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie de BACCARAT pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture.
3. cet arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée identique.

### **Article 17 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

### **Article 18 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Nancy :

- 1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

**Article 19 : Exécution de l'arrêté**

La secrétaire générale de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de LUNEVILLE, les maires des communes précitées et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la manufacture de Baccarat à BACCARAT et dont copie sera adressée :

- à la directrice départementale des territoires,
- au directeur général de l'agence régionale de santé,
- à la cheffe du service interministériel de défense et de protection civile,
- au directeur du service départemental d'incendie et de secours.

NANCY, le 16 OCT. 2018

Le Préfet,

Pour le préfet,  
la secrétaire générale

Marie-Blanche BERNARD